

# Espagne : le socialiste Pedro Sánchez contre les frontières



Selon la “pensée Alice” (cf. Gustavo Bueno) évoquant la correction politique, ni le principe de cause à effet, ni ce que Max Weber a appelé “éthique de la responsabilité” ne valent.

Le nouveau président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, était très pressé de démontrer qu’il était plus multiculturel, antiraciste et humanitaire que quiconque : aussi a-t-il accueilli l’équipage de « l’Aquarius », annoncé le retrait des rasoirs des palissades métalliques de Ceuta et rétabli l’assistance sanitaire gratuite des immigrants irréguliers. Ceux qui pronostiquèrent un inévitable “effet appeau” ne pouvaient être que de répugnants xénophobes.

Les racistes non solidaires détestons avoir raison. L’avalanche d’immigrants illégaux à Ceuta et sur les plages andalouses confirme que l’Espagne a été rapidement perçue dans toute l’Afrique comme le maillon faible et pénétrable du bas-

ventre de l'Europe.

Ce qui s'est passé à Ceuta le 27 Juillet, a été, de plus, un assaut en règle, comme l'a expliqué Javier Ortega Smith, secrétaire général de VOX et premier homme politique espagnol à s'être rendu à Ceuta et Algeciras. Une authentique opération de commando : les assaillants, qui étaient parfaitement organisés, munis d'acide, de cisailles et de scies radiales pour couper l'acier, ont attaqué les guardias civils – qui n'étaient que 22 contre 700 hommes – à l'aide de pierres, de chaux vive et d'énormes crochets utilisés pour la pêche au thon.

Le Gouvernement espagnol a exprimé son inquiétude pour les assaillants meurtris, mais nullement pour les agents blessés. Ortega a aussi expliqué le modus operandi des mafias "immigratoires" qui abandonnent leur marchandise humaine à la dérive sur des esquifs précaires, sachant que les bateaux de Sauvetage Maritime espagnols accourront pour les sauver, parfois à moins d'un kilomètre de la côte africaine, et qu'une fois le pied sur le sol espagnol, leur expulsion est fort improbable. On ne les retiendra d'ailleurs que brièvement dans les centres d'hébergement d'où ils seront relâchés quelques jours plus tard.

La défense des frontières demeure – au côté de la préservation de la loi et de l'ordre public – la plus ancienne et emblématique parmi celles qu'on appelle en France "les fonctions régaliennes" de l'État. La correction politique progressiste-social-démocrate a cependant décidé que le concept de frontière est réactionnaire : on conçoit à présent l'État, non pas comme un défenseur du territoire, mais comme un inépuisable fournisseur de services d'assistance gratuits. En combinant ces deux principes, le résultat est que l'Espagne promet santé publique, éducation et allocations chômage à quiconque y mettra les pieds. Les bénéficiaires potentiels seraient ainsi 1 300 millions d'Africains, en plus des Hispanoaméricains et des Asiatiques.

La politique de Pedro Sanchez est emblématique, non seulement dans sa pose idéologique imprévoyante (“fiat multiculturalismus, pereat mundus”), mais aussi dans la dissolution d’une responsabilité nationale au niveau supranational-européen. En effet, quand ses mesures démagogiques ont déclenché l’avalanche prévisible d’immigrants maritimes, le gouvernement n’a pas trouvé mieux que de demander de l’aide à l’U.E. Juncker nous sauvera, s’il est sous son jour de sobriété.

“L’immigration irrégulière est un problème européen qui doit être réglé au niveau européen !”. Ainsi sonne la chansonnette. Or, nous attendons la “solution européenne” depuis des décennies, et voilà qu’elle n’arrive pas. Il n’est pas étonnant que des gouvernements toujours plus nombreux – ceux du Groupe de Visegrad, maintenant renforcés, de fait, par l’Autriche et l’Italie – se soient lassés d’attendre et aient commencé à exercer leur souveraineté nationale sur le contrôle des frontières. À Bruxelles et dans les médias mainstream, on les appelle “nationalistes populistes”, si ce n’est “fascistes xénophobes”. Mais leur cote de popularité aux yeux de leurs concitoyens reste excellente. En Hongrie, par exemple, Viktor Orban a été réélu par une majorité écrasante, il y a quelques mois.

En Espagne, comme d’habitude, VOX est le parti qui propose des solutions concrètes et immédiates : autorisation de moyens anti-émeute pour les forces de l’ordre public à Ceuta et Melilla (actuellement, ces dernières sont contraintes de contenir les assauts avec de jolis discours, il ne faudrait pas qu’on les traite de racistes) et remplacement de la vulnérable palissade métallique par un vrai mur de béton, de hauteur nécessaire.

Quant à Pablo Casado (le nouveau leader du Parti Populaire) – qui a effectivement déclaré que “l’Espagne ne peut pas fournir de papiers à des millions d’Africains” – il n’a pas pour autant spécifié comment il entend l’en empêcher. Le temps

nous dira si cela annonce le ton des prochaines années : un Parti Populaire qui imite le discours de VOX de façon superficielle, mais sans entrer dans les détails de mise en pratique (et, donc, sans engagement sincère à ce sujet).

**Francisco J. Contreras**

(Version française d'article publié par Actuall.com le 2 Août).